PCF
Parti communiste français

[2005]

L'avenir ?
CONSTRUISONS-LE !

SONDAGE CSA,
L'Humanité, Nouvelle Vie Ouvrière
du 3 février 2005

69%

de la population a de la sympathie pour celles et ceux qui se mobilisent et manifestent pour la défense des 35 heures, les salaires et l'emploi

DIRECTIVE BOLKESTEIN

Le Président Jacques Chirac a souhaité en Conseil des Ministres de mercredi dernier que le projet de directive européenne sur les services (directive Bolkestein) «soit remis à plat»

Cette brusque révélation du contenu pernicieux de cette directive adoptée par la Commission européenne le 13 janvier 2004, montre que, confronté à l'indignation que soulève ce texte, la droite doit manœuvrer en recul. Mais l'opinion ne se laissera pas aveugler par une manœuvre de circonstance, qui sert avant tout aux partisans acharnés du «oui» à la Constitution Giscard à se targuer de préoccupations sociales.

Public - privé, les salarié-es manifestent en masse à travers toute la France, pour relancer l'emploi, pour augmenter les salaires, pour défendre et consolider les 35 heures, pour faire reculer les inégalités.

Après les diverses mobilisations du mois de janvier, il est remarquable de constater l'élargissement de l'action et les progrès de l'unité syndicale qui la marque.

Le Parti communiste, ses militants partagent ces exigences et participent à ces mobilisations.

L'acharnement des politiques gouvernementales libérales et des pressions patronales pour imposer la concurrence de tous contre tous, pour casser le droit du travail et remettre en cause les 35 heures heurte de front les aspirations à vivre et à travailler autrement, à la réduction du temps de travail ainsi que les exigences de partage, de coopération, de solidarité qui s'expriment en France, en Europe et dans le monde.

La très longue cure d'amaigrissement infligée au pouvoir d'achat des salairesaux retraites et pensions, aux indemnisations de chômage comme aux minima sociaux est durement ressentie.

Ces situations insupportables appellent une revalorisation générale des salaires, des allocations chômage et des minima sociaux. C'est une exigence de justice et c'est la condition d'une croissance durable permettant le développement de l'emploi, des qualifications, des réponses efficaces aux besoins humains notamment par le développement des services publics.

Résister à la droite et au Medef, ouvrir les voies du changement

Les communistes veulent contribuer à donner aux luttes plus de force encore en bousculant la politique, en favorisant l'intervention populaire pour ouvrir la perspective de changements politiques profonds et durables, porteurs d'un nouvel espoir.

L'absence de perspectives fortes à gauche, d'alternatives de changement à la politique de la droite pèse sur les mobilisations.
Nous avons toutes et tous besoin d'un autre projet politique portant des objectifs clairs répondant concrètement aux aspirations populaires.
Pour avancer dans cette voie, les communistes multiplient dans toute la France **des Forums citoyens où toutes celles et tous ceux qui le souhaitent peuvent participer** avec les acteurs et actrices des mouvements sociaux et toutes les forces de gauche et de transformation sociale. C'est un espace et un moyen à votre disposition pour participer à l'élaboration des propositions qui répondent à vos attentes. **C'est une démarche qui place la politique sous contrôle populaire**, pour inventer les réponses d'aujourd'hui et pour les mettre en œuvre demain.

DIRECTIVE BOLKESTEIN
(SUITE)

Cette directive Bolkestein autorise à employer des travailleurs d'autres pays, en leur appliquant le droit social de leur pays d'origine, elle traduit exactement la logique actuelle de la construction européenne que l'on cherche à «constitutionnaliser» avec le projet Giscard : abaisser dans toute l'Europe le droit du travail en alignant les salaires et les droits sociaux par le bas.

Je propose de réorienter la construction européenne pour appliquer le principe d'alignement des droits sociaux par le haut. Dans ce sens, il ne faut pas «remettre à plat» cette directive, elle doit être abrogée. Mais cela implique aussi de dire «non» au projet de Constitution Giscard, afin de poser les bases d'une construction européenne sur ce principe. Pour dire non à la directive Bolkestein, il faut dire non à la Constitution Giscard !

Marie-George Buffet
Secrétaire nationale du Parti communiste français

Les communistes appellent à rejeter le projet de traité constitutionnel européen

Ce traité constitutionnel, c'est la consécration du libéralisme qui devient la référence centrale et obligatoire des politiques présentes et à venir. C'est la politique Raffarin pour vingt ans.

Avec d'autres forces sociales, citoyennes, syndicales et politiques qui inscrivent leur action et leurs engagements dans la perspective de la transformation sociale, les communistes mènent campagne pour faire gagner le «non».
Pour toutes celles et tous ceux qui se battent pour leur emploi, pour leur pouvoir d'achat, pour leurs droits, pour les services publics, quel encouragement ce sera si une majorité du pays, par ce vote, leur donne raison ! **La résistance à la politique de la droite, la possibilité de la faire reculer et de gagner des améliorations seront bien plus fortes.**

Le «non» c'est le vote pour une autre Europe

Dans toute l'Europe, des forces politiques, syndicales, altermondialistes, féministes, antiracistes, pacifistes avancent des propositions pour faire de l'Union européenne l'Europe de l'emploi, des services publics, de droits élargis pour ses citoyennes et ses citoyens, l'Europe de la paix, de la solidarité, de l'écologie, du codéveloppement. **La victoire du «non» donnera plus de poids à l'exigence de nouveaux fondements à l'Union européenne, rompant avec le «libéralisme», pour en faire une communauté de peuples solidaires.**

Enfin, **cette victoire du «non» sera une chance pour la gauche**.
Celle-ci est aujourd'hui placée devant un choix fondamental. Faut-il s'accommoder des politiques dictées par les marchés financiers, que le traité constitutionnel rendrait intangibles ? Ou faut-il rejeter ce traité, être de toutes les mobilisations contre la droite et préparer au grand jour, avec les citoyennes et les citoyens, un programme répondant aux attentes populaires ?

En assurant la victoire du «non», les électrices et les électeurs communistes, socialistes, Verts, d'extrême gauche rendront un grand service à la gauche en lui permettant de **refuser le libéralisme, de porter un coup sévère à la droite et au Medef et de préparer pour demain une vraie politique de changement.**

✂-----------------------------

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS,
un parti libre pour construire un monde juste

Le Parti communiste français est un collectif militant. Ensemble, organisé-e-s, nous sommes plus fort-e-s pour faire face à la droite et à l'extrême droite, pour construire une alternative crédible de société, pour changer la politique. Notre militantisme est riche, solidaire, démocratique. Rejoignez-le !

☐ Je souhaite être informé-e des initiatives du Parti communiste français
☐ Je décide d'être membre du Parti communiste français

Nom ______________ Prénom ______________
Adresse ______________
E-mail ______________

Renvoyer à : PCF - 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19 - web : www.pcf.fr - E-mail : pcf@pcf.fr

✂-----------------------------

L'EUROPE QUE NOUS VOULONS
N'EST PAS CELLE des Chirac, Sarkozy, Berlusconi...
NON à la constitution Giscard

☐ Je désire être informé-e des initiatives prises pour le «NON»
☐ Je souhaite contribuer à ces initiatives

Je verse __________ € pour aider au financement de la campagne référendaire
(Chèque à l'ordre de : Association de financement du PCF)

Nom ______________ Prénom ______________
Adresse ______________
E-mail ______________

Renvoyer à : PCF - 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19 - web : www.pcf.fr - E-mail : pcf@pcf.fr